

Aux utilisateurs touchés :

Par la présente, nous aimerions i) faire un résumé de l'audience entendue par la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse (la « **Cour** ») le 8 avril 2019, et ii) vous mettre en garde contre les sites Web d'hameçonnage qui pourraient vous cibler.

Résumé de l'audience devant la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Le 8 avril 2019, le juge Wood a entendu cinq requêtes dans le cadre de l'affaire QuadrigaCX, soit :

- Une requête de révocation de Stewart McKelvey LLP à titre d'avocat des demandeurs. La Cour a rendu une ordonnance à cet effet.
- Trois requêtes d'Ernst & Young (le « contrôleur ») portant sur ce qui suit :
 - Une formule de préservation des biens visant le gel des actifs de Jennifer Robertson, de la succession de Gerald Cotton et de certaines sociétés apparentées. La Cour a rendu une ordonnance à cet effet.
 - Une requête d'assistance et de dispense en ce qui a trait aux responsables du traitement des paiements tiers. La Cour a rendu certaines ordonnances, mais a reporté au 18 avril 2019 l'audition de certaines requêtes, dont il est question plus loin.
 - La fin des procédures en vertu de la LACC et le processus de mise en faillite. La Cour a rendu une ordonnance à cet effet.
- Une requête portant sur les frais engagés pendant les procédures en vertu de la LACC et le processus de mise en faillite, déposée par les représentants au nom du comité officiel des utilisateurs touchés. La Cour a rendu une ordonnance à cet effet.

Précisions sur l'ordonnance concernant les responsables du traitement des paiements tiers :

L'avocat de certains responsables du traitement des paiements a exprimé des motifs de préoccupation quant au moment où le contrôleur a remis l'avis d'ordonnance concernant les responsables du traitement des paiements tiers. L'avocate du contrôleur a répondu à ces motifs de préoccupation dans les documents qu'elle a déposés. L'avocate du contrôleur et les responsables du traitement des paiements tiers présents à l'audience ont convenu de revoir le libellé des projets d'ordonnance. Le juge Wood a indiqué qu'il allait rendre toutes les ordonnances le 18 avril si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur les révisions à apporter.

L'avocat de POSConnect Inc. a accepté de fournir à George Kinsman (du contrôleur) un accès à POSConnect Inc., sous réserve de certaines conditions.

Me Pillon a aussi traité des efforts déployés par le contrôleur afin de contacter et de notifier divers responsables du traitement des paiements tiers, notamment WB21 et 91338079 Québec Inc. (faisant affaire sous le nom d'Alto Bureau de Change).

Vous pouvez consulter toutes les ordonnances émises et déposées <u>ici</u> (en anglais seulement), sur le site Web du contrôleur.

Sites Web d'hameçonnage

Les représentants ont été informés de l'existence de sites Web offrant des services de récupération d'actifs aux utilisateurs touchés. Les représentants ne sont pas associés à ces sites et n'approuvent pas l'utilisation de ces services. Méfiez-vous de tout site dont les auteurs prétendent pouvoir récupérer l'argent des utilisateurs touchés et demandent des renseignements personnels.

Les représentants préparent une fiche-conseil sur la protection des renseignements personnels des utilisateurs touchés qu'ils diffuseront sur leur site Web.

Renseignements complémentaires

Cliquez ici pour accéder au site Web des représentants.

Cliquez ici pour accéder au compte Twitter du comité officiel (@QCXCommittee).

Après consultation du comité officiel, les représentants ont publié le 9 avril 2019 une FAQ révisée afin de répondre aux questions soumises au comité par les utilisateurs touchés. Cliquez <u>ici</u> pour accéder à cette FAQ.

Le contrôleur a remis aux représentants une liste complète des utilisateurs touchés sur laquelle figurent leurs coordonnées ainsi que leur identifiant client sur la plateforme QuadrigaCX. Toute question relative à cette procédure doit être envoyée aux représentants à l'adresse <u>quadrigacx@millerthomson.com</u>.